

Compte-rendu de l'Atelier du vendredi 21 janvier 2011 de 14h à 17h :

Réintroduire la qualité de vie au centre des débats

1

Dans le cadre de l'atelier *Réintroduire la qualité de vie au centre des débats*, les discussions ont porté sur la dimension théorique et l'opérationnalité de la notion de qualité de vie. Sous la forme du bien vivre, du bien-être ou du bonheur, la question de la qualité de vie a traversé toutes les époques de l'humanité. Cependant, la prise en compte de la qualité de vie comme mode opératoire, notamment dans les domaines de l'habitat, de l'environnement, de la santé et du travail, est récente. Quels enseignements peut-on tirer des réflexions et des réalisations qu'elle a inspirées et sur quelles valeurs sociétales doit-elle se fonder pour orienter l'action ?

Introduction par Daniel Bley (CNRS, UMR 6012 Espace, université Méditerranée)

Animateur : Dominique Durand (journaliste)

Intervenants : Omar Brix (médecin santé publique, enseignant Paris 6) ; Alain Clerc (cofondateur de Fondation du devenir - FDD) ; Jean-Claude Delgenes (directeur général de Technologia) ; Patrice Halimi (président de l'Association santé environnement France - l'ASEF) ; Jean-Charles Lardic (directeur du service de la prospective, mairie de Marseille).

La notion de qualité de vie : quelle originalité, quelle pertinence ?

Daniel Bley souligne que la qualité de vie (QDV) diffère du concept de développement durable en trois principaux points :

1. Une échelle différente : la QDV se situe à l'échelle de l'individu et non de la société. Elle se comprend ainsi comme « *la perception qu'a l'individu de sa place dans l'existence* » (OMS, 1993).
2. La QDV est un concept universel compris par tous et non pas seulement par les pays riches (dimension santé, dimension travail)
3. La QDV permet, en outre, de réfléchir en termes d'interface :
 - *Interface santé/environnement* : le croisement des champs de l'environnement et de la santé s'avère indispensable. Il s'agit aussi d'intégrer la dimension travail dans cette réflexion.
 - *Interface entre la perception (par l'individu) et la mesure (par les savants)* : le lien entre les deux est fondamental.
 - *Interface entre l'individuel et le collectif* : la QDV est une notion collective qui implique de prendre en compte la relation à l'autre dans un espace particulier.

Il faut intégrer la qualité de vie, qui est une approche transversale, dans la notion de développement durable pour répondre à la question : « *Comment vivre ensemble autrement pour arriver à chacun vivre mieux ?* »

La prise en compte du développement durable dans l'aménagement du cadre de vie des populations (habitat, transports, énergie...)

2

« *Intégrer la qualité de vie dans les politiques publiques, c'est refuser la vision normative et statique du développement durable pour adopter une démarche adaptative* » explique Jean-Charles Lardic, directeur de la prospective de la mairie de Marseille. Il serait bon de mettre en pratique une approche systémique, de « *retisser des synergies oubliées dans notre société* », selon deux axes majeurs :

1. **Le management systémique** : promouvoir une intelligence collective au sein de l'administration.
2. **L'implication citoyenne** : rendre le citoyen co-constructeur des politiques publiques.

Prenons l'exemple de la Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) mise en place à Marseille. La zone a été divisée en sous-zones à taille humaine afin de rassembler toutes les parties prenantes sur un espace donné. **Rapprocher les acteurs de leur territoire permet la prise en compte des objectifs mutuels et facilite l'entente sur des actions communes.**

Quel est l'impact réel de ce mode d'organisation ? Comment toucher la population habituellement muette ? La démarche a-t-elle redonné confiance dans les politiques ? Jean-Charles Lardic indique qu'il ne dispose pas de données précises. En revanche, il ressort des témoignages que la population a largement apprécié la prise en compte de son avis.

La santé des populations au risque de l'environnement (pollutions, nuisances)

Patrice Halimi, chirurgien pédiatre, rappelle que **la santé est en grande interaction avec l'environnement** : le climat, l'alimentation, les pollutions chimiques, la biodiversité ou encore la qualité de l'air extérieur. Des déterminants environnementaux agissent sur la santé, cet « *état complet de bien-être physique, mental et social* » (définition de l'OMS) :

- **L'impact de l'environnement intérieur** : habitat surpeuplé et/ou insalubre (saturnisme, pathologies respiratoires...), problème de chauffage.
- **L'impact de l'environnement extérieur** : pollution de l'air, antennes relais...

Les pollutions environnementales ont un impact réel sur les cancers et les troubles de la reproduction. Ce type d'informations doit être diffusé et le rôle de la santé doit être promu. Pour Patrice Halimi, il faut travailler selon deux axes :

- **Informers les autres médecins ;**

- **Informers les patients** en renforçant le rôle sociétal du médecin et vulgariser le message de l'expert.

Aujourd'hui, nous comprenons que **nous ne sommes pas tous égaux face à la pollution** et le niveau de vie accroît particulièrement ces différences. Les catégories sociales les plus défavorisées, qui souffrent déjà de pathologies liées à leur hygiène de vie et à la pénibilité de leur emploi, vivent le plus souvent dans un environnement dégradé. Pour reprendre l'analyse des héritiers de Pierre Bourdieu, nous retrouverions en plus des capitaux économique, social et culturel, **un capital santé**.

Fort de ce constat que pouvons-nous faire ? Pour Patrice Halimi, « *chacun peut agir à son échelle pour préserver sa santé et limiter les pollutions* » et « *chacun peut décider d'arrêter le global abstrait pour revenir au local concret* ».

La qualité de vie au travail, vers l'émergence d'un nouveau modèle ?

Aujourd'hui, selon Jean-Claude Delgenes, directeur du cabinet Technologia, nous vivons une époque de recul de la qualité de vie au travail. Il est très difficile d'obtenir des indicateurs précis sur le rapport entre travail et santé en France. Cependant, nous savons que **le travail constitue un facteur aggravant des risques psycho-sociaux et des suicides**. La France se situe en tête des pays dont les habitants se suicident le plus. Pourquoi en arrive-t-on à une situation aussi dramatique ?

Jean-Claude Delgenes rappelle que la crise touche surtout les salariés en place mais aussi les chômeurs. L'acte suicidaire conduit souvent à des contagions et une crise suicidaire renvoie plus globalement à un mal être dans les entreprises. Quel est le fond du problème ? **Alors même que le travail reste une instance privilégiée et nécessaire d'épanouissement personnel (instance de socialisation, démarche de créativité constante), les entreprises ont de grandes difficultés à répondre à ce besoin.**

Cette situation entraîne une vulnérabilité plus forte des individus face aux risques psycho-sociaux. Leurs facteurs se multiplient :

- Montée de l'individualisme ;
- Consumérisme débridé ;
- Entreprise perçue comme un « actif financier » par les actionnaires ;
- Hypertrophie financière (les collectifs de travail explosent, risques démesurés) ;
- Formation des élites inadaptée ;
- Nouvelles technologies (elles installent la porosité entre la sphère du travail et les autres sphères d'activité) ;

La crise suicidaire abîme tout le monde et il est nécessaire de retrouver une **certaine dimension fraternelle, une solidarité** pour donner à l'individu une nouvelle QDV au travail.

Santé publique, entre dimension personnelle et action collective

La santé publique cristallise un débat très ancien entre dimension individuelle et dimension collective, souligne Omar Brixvi. L'examen des discours, des analyses et des propositions soutenues par les voix et les écrits qui se réclament de la santé publique révèle **une approche focalisée sur les dimensions individuelles**.

4

En réalité, déclarer que la santé est de la responsabilité des personnes est incohérent avec les connaissances que nous avons sur les causes des pathologies. Après l'analyse, ce sont le cadre de vie et l'environnement qui apparaissent comme les déterminants essentiels des pathologies. Or s'ensuit une action portant sur les seuls symptômes de celles-ci et non plus sur leurs causes.

Le traitement des maladies chroniques illustre ce phénomène : ce fléau n'est vu que sous l'angle des choix individuels et non pas des déterminants au sens large. Le travail, par exemple, revient à la charge des partenaires sociaux comme la santé l'est à l'individu alors même qu'il constitue « *une composante essentielle des conditions objectives dans lesquelles les gens vivent* » souligne Omar Brixvi.

Le cas du Centre d'analyse stratégique (organisme directement rattaché au Premier ministre et qui oriente le Gouvernement sur la définition et la mise en œuvre de ses orientations stratégiques) est également une bonne illustration du manque de gestion globale de la santé. Celle-ci est inscrite en termes d'orientation depuis seulement deux ans ; la question économique était jusqu'à présent prédominante.

Pour régler les problèmes à la source, un changement des conditions de vie, des modes de consommation et de production et des conditions environnementales s'avèrent indispensables.

Les dimensions politiques du concept de qualité de vie

« *Le développement durable est un concept flou, décevant qui produit un sentiment de malaise* » constate Alain Clerc, conseiller international et co-fondateur de la Fondation du devenir. Dès le Sommet de la Terre de 1992, nous avons assisté à un **déphasage entre le concept et sa mise en pratique**. L'idée de changement héritée du Sommet de la Terre ne vise pas à changer de cap, comme pouvait le laisser croire le rapport « *Changer le cap* » publié par les industriels en vue de Rio, mais bien à faire tenir ensemble tous les paradigmes actuels.

Chacun a compris le développement durable à sa façon **en se référant à son propre contexte**. Les experts et techniciens se sont contentés d'une mise en application bien délimitée sans permettre une vision plus large et holiste du concept. Le développement durable est un concept aujourd'hui **purement environnemental**. Pourtant l'action n'est possible que par **une prise en compte transversale des enjeux**.

Le développement durable serait alors une notion insuffisante qu'il s'agirait de dépasser. Pour changer de paradigme, il faut oser fermer la page du Sommet de la Terre. « *Le développement durable doit*

rester ce qu'il est, seulement un des éléments qui a joué un rôle dans notre société aujourd'hui » affirme Alain Clerc.

L'enjeu actuel se résume à la question : « *Que voulons-nous être ?* » et soulève celle de la finalité des valeurs. Pareto distinguait une société plus riche et relativement inégalitaire d'une société moins riche mais plus égalitaire. Que préférons-nous ?

5

Alain Clerc fait part de trois propositions :

- **Nouveau défi pour l'Europe, devenir un modèle de qualité de vie** en discutant de cette question dans le cadre de la démocratie participative.
- **Organisation d'une conférence internationale portée par la société civile axée sur la QDV.**
- **Débat sur la notion de QDV** à la manière des « *deliberative days* » américains¹.

Discussion

Collectivement et intimement nous vivons **une crise noétique**, une crise de sens dont nous connaissons les signes (la démotivation, « l'individualisme », le désaveu des valeurs des Lumières) rappelle Claudette Sèze, chercheuse en sociologie. Nous serions en train de vivre un écroulement civilisationnel². Comment remettre de la vie et de l'énergie dans la société ? L'examen de la qualité de vie doit se faire de manière continue en étudiant les modes, mais aussi les conditions de vie au travers d'**une éthique** nouvelle, moderne et non normative.

Isabelle Rousselle, vice-présidente de l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique, pose la question de **l'échelle**. En enfermant la QDV dans une certaine échelle, ne risque-t-on pas d'aboutir à un déséquilibre entre le local et le global ? Est-il possible de restreindre les préoccupations environnementales au local ?

« *Quelle est l'effectivité de la notion de qualité de vie ?* demande Nicole Matthieu, directrice de recherche au CNRS, *n'a-t-on pas besoin de penser de manière plus transversale ?* ». Il est possible qu'il y ait plus de force dans **le concept d'habiter** que dans la notion de QDV. Nous sommes à la recherche d'une conceptualisation qui pourrait à la fois intégrer le travail, le logement, la circulation et en même temps le vivre ensemble.

La notion de *capabilities* d'Amartya Sen complète les définitions de la QDV proposées au cours des interventions, indique une économiste de l'association 4D. Les *capabilities* rendent compte de la

¹ Les « *deliberative days* » sont des jours chômés précédant certaines élections américaines. Ils permettent aux citoyens de débattre sur différentes thématiques.

² Le commentaire écrit de Claudette Sèze est disponible sur le site internet de NSS : <http://www.nss-dialogues.fr/Atelier-8-Reintroduire-la-qualite>).

Propos rapportés par Pauline BIAN-GAZEAU (pauline.biangazeau@gmail.com) et David KA (daviok2@gmail.com), étudiants en développement durable à Paris 1, février 2011.

possibilité pour chacun de décider de son sort. Cela suppose notamment l'accès au travail et à l'éducation.

Dans quelle mesure les salariés prennent-ils part aux études menées dans les entreprises ? Sentent-ils concernés ? Jean-Claude Delgenes rappelle que, lors du travail mené chez France Télécom, 80 % des 104 000 membres du personnel interrogés ont répondu au questionnaire. « *Il faut retrouver la capacité de dialogue* » dans les entreprises souligne-t-il. Chez Renault, une étude et des actions ont été menées pour éviter de nouveaux suicides. Des expériences collectives de solidarité remportent un grand succès comme la journée « partage et progrès » qui a eu lieu trois fois en trois ans. Aujourd'hui, la tension entre économique et social est insoutenable. Or il faut réagir face à l'incapacité de renouveler l'offre de travail, au manque de créativité et au recul de l'industrie dans notre pays. L'industrie fait vivre les services et il ne faut pas l'oublier.

Alain Clerc réagit en rappelant qu'il faut reconnaître que **ce monde est devenu interdépendant**. L'égoïsme des individus mais aussi des États constitue le cœur du problème. **Nous avons besoin d'un minimum de solidarité dans l'interdépendance.**